

Article original

Commerce informel de l'eau dans la ville de Maroua (Cameroun) : activité économique et risques sanitaires

MBANMEYH Marie Madeleine¹, LOUNDOU MESSI Paul Basile²

1. Ecole Normale Supérieure, Université de Maroua. E-mail : mbanmeyh@gmail.com,

2. Ecole Normale Supérieure, Université de Maroua. E-mail : elomessy@yahoo.fr

*Auteur correspondant : mbanmeyh@gmail.com

Article soumis le 16/09/2019 et accepté le 08/10/2019

Résumé : Maroua, à l'exemple des autres villes camerounaises, connaît des problèmes d'accès à l'eau potable. La présente étude examine les enjeux socioéconomiques du commerce informel de l'eau qui prolifère dans cette ville. Des enquêtes ont été réalisées dans les ménages et auprès des vendeurs d'eau, des observations et des entretiens auprès des autorités en charge de l'hydraulique urbaine à Maroua ont eu lieu. Les données collectées et traitées révèlent que la CAMWATER ne couvre que 40% des besoins urbains en eau potable. Les ménages se voient donc obligés de se tourner vers les commerçants non agréés en la matière pour se procurer du précieux liquide. Cette activité, constitue une source de revenu non négligeable pour de nombreuses personnes, mais cause des maladies telles que la typhoïde, le choléra et les diarrhées dans les familles. Il est donc impératif de renforcer les capacités de production de la CAMWATER, mais aussi de libéraliser le marché de l'hydraulique urbaine afin d'améliorer l'accès à l'eau potable de la population et de limiter les risques de contamination des maladies hydriques.

Mots-clés : Hydraulique urbaine, commerce informel, enjeux socioéconomiques, Maroua, Cameroun

Abstract : Maroua, like the other Cameroonian cities, has problems with access to drinking water. This study examines the socio-economic issues of the informal trade of the water in the city of Maroua. Surveys were carried out in households, observations and interviews with the authorities in charge of urban water supply in Maroua took place. The data collected and processed reveal that, CAMWATER covers only 40% of urban drinking water needs. Households are therefore obliged to turn to the non-approved traders in the matter for obtaining valuable liquid. This activity is a significant source of revenue for many people, but causes diseases such as typhoid, cholera and diarrhea in families. It is therefore imperative to strengthen the capabilities of CAMWATER, but also to liberalize the market for urban hydraulic, to improve access to the drinking water of the population and to limit the risks of contamination of waterborne diseases.

Keys words: Urban hydraulic, informal trade, socio-economic Issues, Maroua, Cameroon

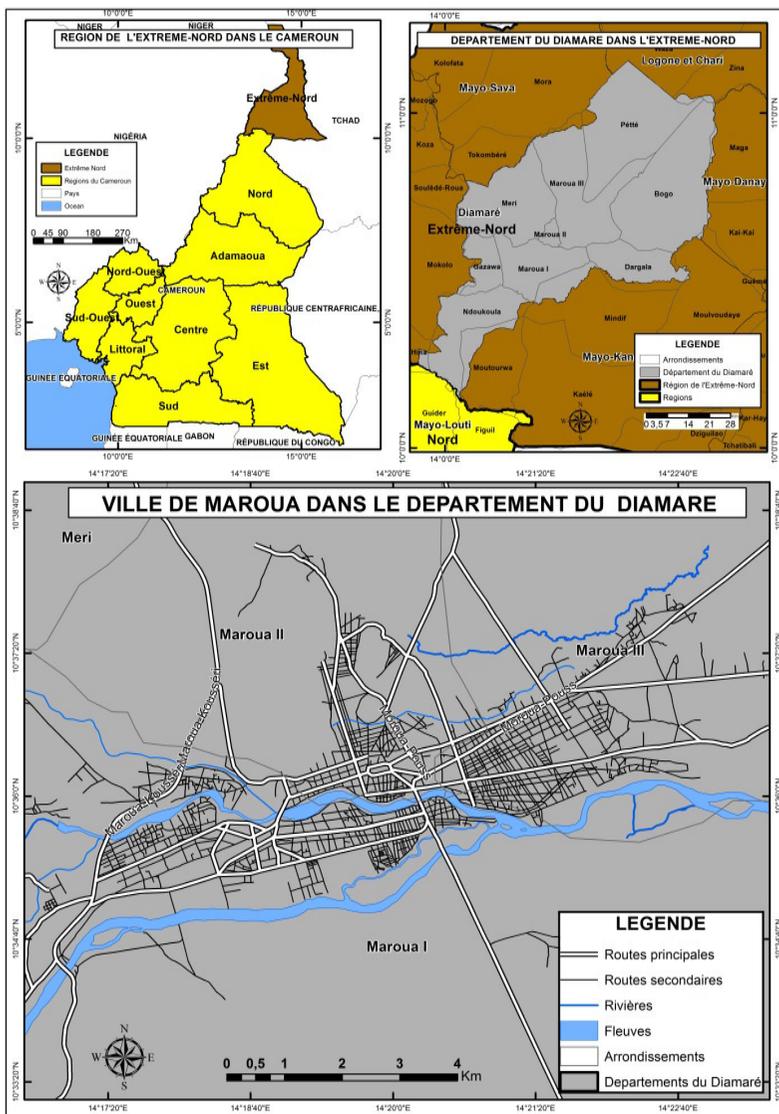
Introduction

Située entre 10°35' et 44" de latitude Nord et 14° 19' et 29" de longitude Est, la ville de Maroua, chef-lieu de la région de l'Extrême-nord, couvre une superficie de 56km². Immergée dans un climat sahélien marqué par de fortes températures excédant 40 en saison sèche, Maroua est réputée pour ses difficultés liées au ravitaillement en eau potable. De 162000 habitants en 1992, puis à 201 376 habitants en 2005 et à près de 700 000 âmes en 2018 (Communauté urbaine de Maroua), la croissance démographique urbaine s'accompagne d'une forte demande en eau, qui pourtant a du mal à être satisfaite du fait de l'incapacité de la CAMWATER dont les dispositifs de distribution d'eau potable peinent à satisfaire les besoins des citoyens. L'accès à l'eau potable devient alors un combat quotidien pour de nombreuses personnes, particulièrement celles des quartiers peuplés de la ville. De façon générale, les réflexions autour des questions d'accès à l'eau potable en milieu urbain sont soit abordées sous le paradigme de gestion ou soit celui d'approvisionnement. Pour ce qui est de la première approche, le deuxième rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (2006) révèle que, la crise mondiale de l'eau résulte en grande partie d'une crise de système de gouvernance qui détermine les modalités de distribution d'eau. Nombreuses sont alors des personnes dans le monde (2,6 milliards) qui ne

bénéficient pas de service d'assainissement, une large majorité d'entre elles se trouvent dans les pays les plus pauvres, notamment en Afrique subsaharienne où la corruption reste un des principaux problèmes qui nuit gravement à la situation. Il faut dire qu'au Cameroun, la gestion d'eau souffre de la mauvaise gouvernance, de la fragmentation de ces institutions, de l'absence d'une politique volontariste résolument tournée vers l'amélioration des ressources en eau. Une meilleure gestion des ressources en eau constitue un gage pour l'amélioration des conditions de vie des populations et de la lutte contre la pauvreté (Kouam Kenmogne, Mpakam, Ayonghe Ayonghe Ndonwy, Djomoudou Bopda et EkodecK, 2005). La CAMWATER, entreprise en charge du service d'eau au Cameroun, montre une insuffisance de capacité de production et de distribution à cause de la vétusté du matériel et de l'insuffisance des ressources humaines. Les promesses faites depuis 2005 pour un réajustement de 40 000 m³ d'eau dans la partie méridionale et 2 000 m³ d'eau au nord du pays ainsi que celles relatives aux travaux d'amélioration du réseau d'hydraulique urbaine (Kongou, 2008) tardent à être traduites dans la réalité. Ces réalités constituent des entraves au ravitaillement en eau potable dans les villes camerounaises où les populations se tournent vers d'autres formes d'approvisionnement en eau telles que les puits ou bien la (Tchotsoua, Ndame, Wakponou et Bonvallet, 1999).

Abordant la question du ravitaillement en eau, l'on remarque que la passivité de l'Etat couplée à l'extrême pauvreté ont conduit les populations à la mise en place des unités décentralisées telles que les puits, les sources et les cours d'eau pour satisfaire leurs besoins élémentaires. Des solutions qui ne sont pas toujours les meilleures au regard de nombreux cas de maladies et de décès enregistrés chaque année au sein de la population et dont la cause est étroitement liée à un mauvais assainissement et à l'absence d'eau potable (Mpakam, Kamgang Kabeyne, Kouam Kenmogne, Tamo Tatietse et Olivry, (1999). En plus de l'insalubrité constatée autour des lieux d'approvisionnement d'eau, il faut relever les conditions de conservation de l'eau dans les familles, qui confortent la

prévalence des maladies hydriques (Eloundou, Messi, P, 2018). Pour Hassana (2010), la gestion réussie des forages d'eau passe par un diagnostic efficacement fait au préalable. Dans la ville de Maroua, le taux d'approvisionnement en eau potable par la CAMWATER est de 40% en 2018. Face à cette réalité, les ménages se tournent vers les vendeurs d'eau ambulants communément appelés « maïroua » ou « maïdiam » pour s'approvisionner en eau potable. Une situation qui ne s'opère pas sans risques sanitaires pour les populations. La présente étude s'intéresse au commerce informel de l'eau dans la ville Maroua (figure 1). Il s'entend comme toute activité économique non réglementée et qui ne subit aucun contrôle de l'Etat. Elle est exercée par des acteurs non formés en la matière, mais qui y tirent le minimum vital. Ceci renvoie simplement à la débrouillardise. La vente d'eau dans la ville de Maroua peut être qualifiée de la sorte, car elle est exercée par une catégorie de groupes sociaux non recensés et inconnus des services d'assainissement des 3 communes de la ville qui par conséquent ne prélèvent aucune taxe liée à cette activité.

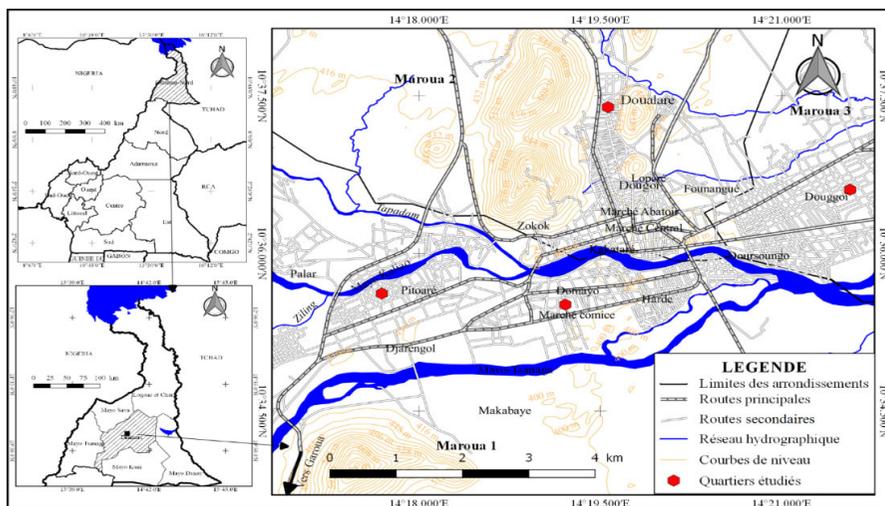


Source : google map

Figure 1. Localisation et situation de la ville de Maroua

1. Matériels et Méthodologie

Cette étude a été réalisée sur la base des enquêtes menées auprès de 500 vendeurs d'eau ambulants et 1 000 familles dans 4 quartiers de Maroua : Domayo le noyau central de la ville, Pitoaré, et Douggoi, deux quartiers résidentiels et Doualaré, quartier populaire, situé à la périphérie (Figure 2).



Source : Données Open Street Map

Figure 2. Localisation des quartiers enquêtés

Tous ces quartiers, quoi que n'ayant pas les caractéristiques sociodémographiques identiques, partagent tous une même réalité, le commerce informel de l'eau. Des fiches d'enquêtes contenant des questions fermées et ouvertes à l'attention du sujet répondant ont été élaborées. Ces fiches étaient subdivisées en deux parties, la première partie a recueilli des informations sociodémographiques sur les vendeurs et l'exercice de leur activité, la deuxième partie a recueilli les informations auprès des ménages sur la fréquence d'achat de l'eau ainsi que la gestion des maladies liées à l'eau. Les entretiens semi structurés ont été réalisés auprès des acteurs

institutionnels de CAMWATER et communaux de la ville. Aussi, les registres de consultation des malades des centres de santé des trois quartiers ciblés ont été exploités, afin de relever la fréquence des maladies liées à l'eau et leur traitement. Les traitements appliqués ont consisté à ressortir les statistiques simples, les courbes et les histogrammes pouvant permettre de caractériser les acteurs, les maladies hydriques les plus récurrentes et d'analyser les modes de traitement de ces maladies.

2. Résultats et Discussion

2.1. Les piliers du commerce informel de l'eau dans la ville de Maroua

La prolifération du commerce informel de l'eau dans la ville de Maroua a des fondements institutionnels, climatiques et socioéconomiques.

2.1.1. Les limites de la gestion des sociétés en charge de l'hydraulique urbaine et périurbaine

Celles-ci portent exclusivement sur la responsabilité des pouvoirs publics à partir de la privatisation en 2005 de la SNEC¹, l'entreprise en charge de la production et de la distribution de l'eau potable en milieu urbain et périurbain au Cameroun. Elle est aussi engagée si l'on considère la gestion bicéphale qui est faite de la SNEC dans une logique de partenariat public/privé en 2007. L'éclatement de l'entreprise confiée à deux partenaires à savoir la CDE² et la CAMWATER³, dont la mission de l'une est de s'occuper de la gestion et de la vente de l'eau et l'autre de l'entretien et de l'extension du réseau hydraulique en zone urbaine et périurbaine a été contreproductif, car la cohabitation entre les deux structures a alourdi la gestion en affaiblissant ses performances puisque les objectifs de départ ne sont pas atteints. Après une dizaine d'années de fonctionnement en partenariat, précisément le 02 mai 2018, la CDE va se voir retirer le contrat

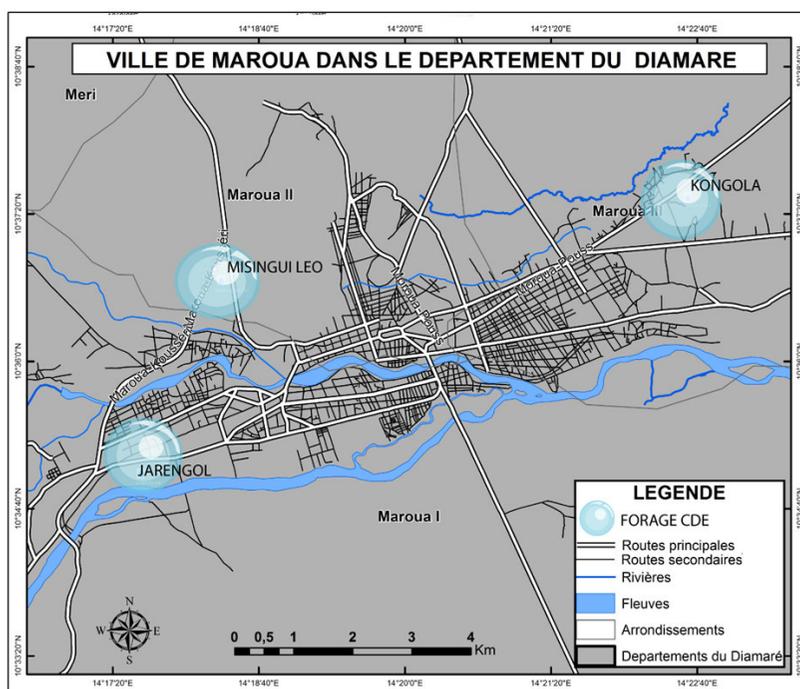
¹ Société Nationale des Eaux du Cameroun

² Camerounaise des Eaux, entreprise marocaine à capital privée

³ Cameroon Water Utilities Corporation

d'agrément au profit de la CAMWATER, qui obtient désormais le plein pouvoir et devient le principal maître en matière de l'hydraulique urbaine et périurbaine au Cameroun.

Sous équipée et dotée de très peu de moyens, la CAMWATER se trouve incapable d'étendre son réseau hydraulique et de répondre aux besoins de la population urbaine de plus en plus nombreuse. Pour ravitailler la population urbaine de Maroua, la CAMWATER ne dispose que de trois stations de forages et de pompage d'eau, jadis exploitées par la défunte CDE (Figure 2).



Source : AYINA FILS, 2019

Figure 3. Les stations de captage, de traitement de la CAMWATER A Maroua

D'une superficie moyenne de 150 m², les champs de captages (forages) sont situés dans les zones qui regorgent des nappes phréatiques importantes et fournissent en moyenne 6 000 m³d'eau

par jour pour un besoin journalier estimé à 22 500 m³. Leur nombre est très insuffisant, toutes choses qui expliquent la difficulté de pouvoir desservir aisément toute la population de Maroua en eau potable. Il faut également mentionner que tous les trois forages en fonction utilisent le courant électrique distribué par ENEO et connaissent, à cet effet, des intempéries liées aux délestages électriques, ce qui provoque des ruptures, voire des arrêts momentanés de distribution d'eau dans la ville. A cela s'ajoutent non seulement la vétusté des équipements, l'insuffisance du système de maintenance et de traitement des lignes et du réseau de la CAMWATER dans la ville de Maroua, mais également l'absence d'une cartographie actualisée⁴,

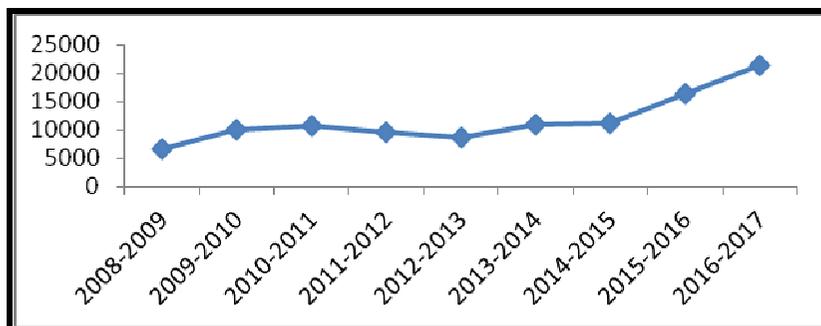
2.1.2. Les réalités climatiques et socioéconomiques favorisant le commerce informel de l'eau à Maroua

Baignée entièrement dans le climat soudano-sahélien, la ville de Maroua enregistre une très faible pluviométrie annuelle qui oscille entre 400 et 1 100 mm sur une courte période de 4 mois, laissant place à une rude saison sèche de 7 mois avec des températures atteignant les 45°C à l'ombre et qui assèchent le sol (Yann, 1999, p. 3). Cette situation crée la rareté des eaux de surface qui laissent place à des lits d'écoulement communément appelés « Mayo », non canalisables du fait de leur assèchement complet et servant à drainer les eaux de pluies en provenance des monts Mandara, situés en amont de la ville. L'assèchement périodique de certaines nappes phréatiques qui alimentent les forages aggrave fortement la production et la distribution de l'eau potable par la CAMWATER.

Sur le plan socioéconomique, le premier facteur à relever est la forte poussée démographique que la ville de Maroua connaît depuis 2008 et qui fait naître des nouveaux quartiers tout en favorisant l'extension urbaine qui est passée de 17 quartiers en 1982 à 127 quartiers en 2011, et ce avec des besoins en eau. En

⁴ Celles existantes étant vétustes et dépassées ne respectant plus les données actuelles de l'urbanisation et de la démographie de la ville de Maroua.

effet, la création d'une Université d'Etat dans la ville en 2008 y a drainé un nombre important d'étudiants (Figure 3) et des personnels enseignants en provenance des autres régions du pays, voire du Tchad et de la RCA.

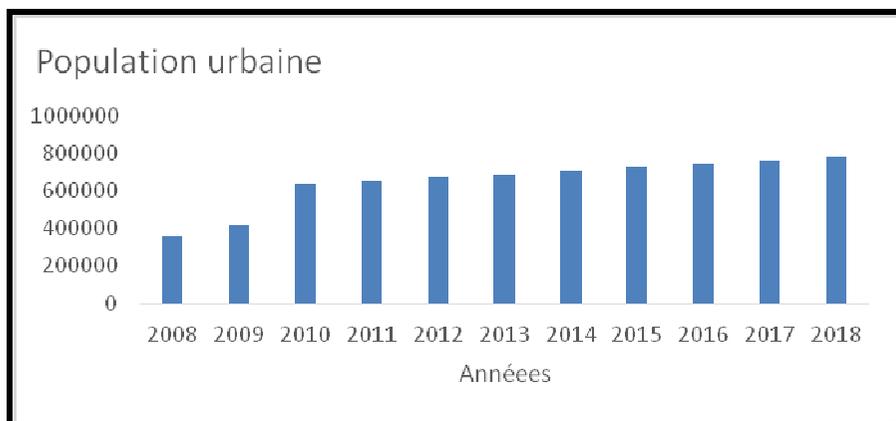


Source : Source : enquêtes de terrain, avril 2018 et Archives DAARC⁵

Figure 4. Evolution des effectifs des étudiants de l'Université de Maroua de 2008 à 2017

La migration interne concerne aussi des particuliers qui sont intéressés par le développement du commerce, du transport et de l'immobilier. Sans omettre l'entrée des réfugiés fuyant les exactions de la secte islamique « Boko Haram », ce qui va sans doute amplifier la démographie urbaine (Figure 4).

⁵ Division des Affaires Académiques et de la Recherche



Source : Délégation Régionale du MINPAT pour l'Extrême-Nord

Figure 5. Evolution de la population urbaine de Maroua de 2008 à 2018

On s'aperçoit très rapidement qu'en espace d'une dizaine d'années, la population de Maroua a pratiquement doublé, elle est passée de 356 857 en 2008 à 783 965 en 2018. Ce qui implique également une hausse de demande en eau potable, qui ne peut malheureusement pas être totalement comblée par la CAMWATER, malgré les efforts consentis par la société pour améliorer la distribution de ce précieux sésame dans la ville. Selon les révélations recueillies auprès des responsables de la société, la couverture urbaine est d'environ 41%, c'est une nette évolution si l'on s'en tient à ce qu'elle a été il y a quelques années. La couverture urbaine est passée de 13 115 ménages en 2010 à 17 700 ménages à 2015, soit une augmentation de 4 585 ménages abonnés en 10 ans d'écart.

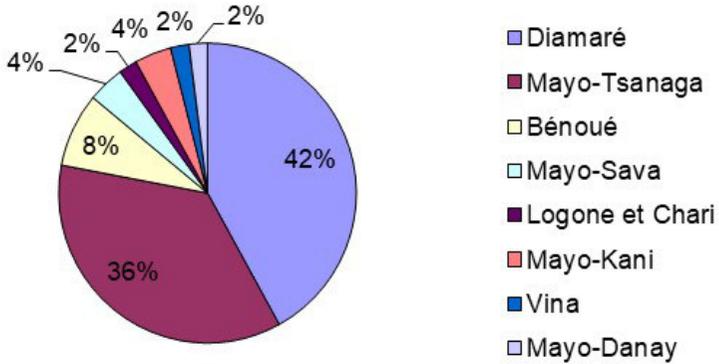
Le second facteur à évoquer est sans doute le faible pouvoir d'achat des ménages qui vivent dans la précarité totale et pour ce faire, éprouvent des difficultés économiques qui limitent leur capacité de couvrir en une fois les frais de branchement exigibles par la CAMWATER. Ces frais s'élèvent à 20 000 Fcfa hormis les frais de location du compteur qui varient en fonction des agents sans oublier les diverses tracasseries liées à la corruption depuis la

souscription à l'abonnement jusqu'à l'approvisionnement effectif. Ainsi, la défaillance administrative de la gestion de l'hydraulique urbaine couplée à la précarité économique d'une bonne partie de la population favorise la prolifération d'autres sources de ravitaillement des ménages en eau parmi lesquelles la vente informelle. Celle-ci est assurée par deux catégories de vendeurs fixes dans un domicile et des vendeurs ambulants.

2.2. Les caractéristiques sociodémographiques des vendeurs d'eau et l'organisation de leur activité

2.2.1. Des acteurs regroupés en deux catégories sociodémographiques

La vente informelle d'eau dans la ville de Maroua est menée par deux catégories d'acteurs. Au premier rang se classent les vendeurs dans un domicile. Ils se situent au premier maillon de la chaîne de distribution d'eau dans les quartiers et se recrutent tant parmi les clients de la CAMWATER qui souscrivent à un abonnement spécial dénommé « bornes fontaines ». A ceux-ci la CAMWATER donne l'autorisation de revendre de l'eau aux citoyens qui ne sont pas ses clients. On retrouve aussi dans cette première catégorie des particuliers propriétaires des puits privés forés et domiciliés dans les résidences, à usage privé, mais également destinés à la commercialisation. Ce premier maillon représente 30% de vendeurs d'après les enquêtes de terrain. Il est contrôlé par des personnes adultes ou responsables de familles dont l'âge varie entre 30 et 62 ans. Les vendeurs ambulants qui rentrent dans la deuxième catégorie de vendeurs informels d'eau dans la ville de Maroua, sont en réalité des revendeurs qui servent de relais entre les détenteurs de forage à domiciles ou d'un abonnement CAMWATER dans le ménage. Cette activité est exercée majoritairement par les jeunes dont l'âge oscille entre 16 et 29 ans. Encore appelés « Mairoua », ils n'ont reçu aucune formation et sont originaires des trois régions septentrionales du Cameroun, représentées chacune par les départements ci-dessus (Figure 5).



Source : enquêtes de terrain, août 2017

Figure 6. Départements d'origine des vendeurs ambulants d'eau dans la ville de Maroua

La figure ci-dessus nous renseigne que des six départements que compte la région de l'Extrême-Nord, la majorité des vendeurs ambulants dont (42%) sont du Diamaré, le département hôte du chef-lieu de la région qui subit les effets migratoires des autres unités administratives de même rang, y compris ceux des deux autres régions septentrionales dont le Nord et l'Adamaoua, quoique celles-ci soient faiblement représentées.

2.2.2. L'organisation d'une activité assez rentable

Chaque catégorie de vendeurs détient un espace de vente bien délimité. Les résidences des premiers servent également de lieux d'activité où les clients viennent directement s'approvisionner dans les bidons de 20 à 25 litres à un prix unitaire de 25 Fcfa. En général, ils mettent à la disposition du client une brouette ou un porte-tout pour le transport lorsque ce dernier n'en dispose pas et est amené à transporter entre 4,8, voire 12 bidons. Ils peuvent aussi recruter les vendeurs ambulants avec lesquels ils signent un contrat. Les vendeurs d'eau à domicile écoulent en moyenne 140 à 470 bidons d'eau par jour et servent plus de 300 ménages et vendeurs ambulants (Photo 1).

Les « Maïroua », quant à eux, se chargent de ravitailler les ménages à domicile après avoir acheté à leur tour de l'eau chez le fournisseur qui n'est que le vendeur à domicile.



Cliché : Ayina Fils, octobre, 2017

Photo 1 : Un revendeur ambulant en pleine activité au quartier Pitoaré à Maroua

Le revendeur ambulant ou « Maïroua » tient un porte-tout chargé de 6 bidons d'eau qu'il s'apprête à aller livrer dans un ménage. Il se fait accompagner d'un enfant commissionné par la famille pour lui servir de guide.

Ces revendeurs ambulants se répartissent en trois groupes : ceux de niveau inférieur qui ne peuvent pas aller au-delà de 60 bidons par jour pour ravitailler tout au plus 10 familles ; ceux du niveau moyen qui peuvent vendre jusqu'à 120 bidons à 15 ou 17 familles par jour et ceux du niveau supérieur qui peuvent livrer jusqu'à 320 bidons par jour à 20 ou 27 ménages. Toujours sur la base des enquêtes de terrain, un « Maï Rua » de niveau inférieur gagne en

moyenne 600 FCFA par jour, soit un revenu mensuel évalué à 18000FCFA. Celui du niveau moyen a un revenu journalier estimé à 1600 FCFA, soit 48 000fcfa par mois tandis que celui du niveau supérieur est à 2 200FCFA par jour pour un revenu mensuel de 66 000 FCFA. Il s'agit là des calculs réalisés sur la base de revenus bruts dont il faudrait défalquer les dépenses liées à l'achat de l'eau auprès des détenteurs des bornes fontaines ou des forages privés avec qui ils ont des contrats.

Par ailleurs, les dépenses journalières des ménages destinées à l'achat d'eau ne sont pas non plus négligeables (Tableau 5).

Tableau 5. Dépenses réalisées par jour dans les ménages, en fonction des quantités d'eau achetées

Dépenses réalisées (FCFA)	Nombre de bidons d'eau achetés par jour/famille	Nombre de famille (%)
50-100	2-4	11,5
100-150	4-6	11,5
150-200	6-8	31,5
200-250	8-10	8,5
250-300	10-12	7,5
300-350	12-14	8,5
350-400	14-16	5
400-450	16-18	10
450-500	18-20	0
500-550	20-22	0
550-600	22-24	0
600-650	24-26	3
650 et +	26 et +	3

Source : enquêtes auprès des ménages, août 2019

L'analyse du tableau 5 montre que la majorité des ménages à Maroua qui se ravitaillent auprès des vendeurs informels d'eau, toutes catégories confondues, achètent en moyenne entre 6 et 8 bidons d'eau par jour et dépensent entre 150 et 200 CFA, ce qui

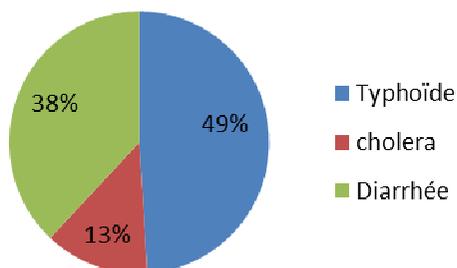
revient à des dépenses mensuelles moyennes de 3 500 et 6 000 Fcfa. Ce qui n'est pas très loin des dépenses effectuées par les clients qui bénéficient d'un branchement direct à la CAMWATER, si l'on sait que la facturation du mètre cube s'élève à 293 Fcfa/m³ dans la tranche allant jusqu'à 10m³. Le recours aux vendeurs d'eau est une alternative pour se ravitailler en eau, cependant, la mauvaise manipulation de l'eau par les vendeurs peut être dangereuse et causer plusieurs maladies dans les ménages.

2.3. Les maladies hydriques dans les quartiers ciblés et les modes de traitement

L'eau de mauvaise qualité peut être à l'origine de plusieurs maladies chez les consommateurs. De façon générale, les conditions d'hygiène mises en œuvre par les revendeurs dans la chaîne de distribution informelle de l'eau laissent à désirer et contribuent fortement à dégrader la santé des populations.

2.3.1. Les maladies hydriques les plus récurrentes dans les ménages

Trois principales maladies liées à l'eau et d'inégale ampleur, sont révélées dans les ménages concernés par l'enquête : la diarrhée, la typhoïde et le choléra (Figure 7).



Source : enquêtes de terrain, août, 2019

Figure 7. Etendue des principales maladies hydriques dans les ménages enquêtés

Parmi les trois maladies hydriques répertoriées, la typhoïde est la plus répandue et touche 49% des ménages ; le choléra n'est pas

non plus négligeable et concerne 38% de ménages par épisode ; enfin la diarrhée apparaît la moins répandue dans les ménages. Quand bien même ces maladies peuvent avoir d'autres origines, l'eau demeure la principale cause. Il est à rappeler qu'en 2010, une épidémie de choléra a sévi dans la ville de Maroua. Sur 9000 cas diagnostiqués, 600 décès environ ont été enregistrés. Les principales mesures adoptées par les pouvoirs publics sont relatives à l'amélioration de l'accès à l'eau potable dans la ville. L'environnement qui entoure les vendeurs, les acheteurs et même le type de récipient utilisé, contribuent à dégrader la qualité de l'eau. Le bidon est pratiquement le seul récipient utilisé dans le transport de l'eau vers les domiciles des acheteurs. Ces récipients ne sont pas nettoyés de façon régulière. Il faut également signaler la malpropreté des lieux de ravitaillement (photo 2) sans oublier les vendeurs dont l'habillement est souvent sale. En cas de maladie, les populations font recours à divers pour se soigner.



Cliché : Mbanmeyh, septembre 2019

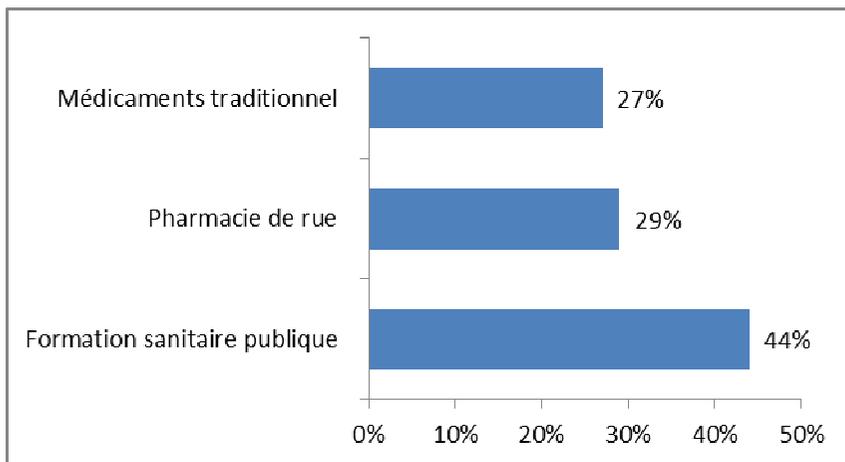
Photo 2. Le ravitaillement autour d'une borne fontaine publique au quartier Doualaré.

Sur cette vue, l'on peut observer de façon globale l'état insalubre de ce lieu public où les familles viennent se ravitailler en eau. Des

récipients constitués de bidons tâchés et posés sur un morceau de dalles entouré de feuilles mortes et d'eau.

2.3.2. Les modes de traitement des maladies hydriques

Pour se soigner en cas de maladies hydriques, les populations enquêtées recourent à trois modes de soins : la médecine traditionnelle, la médecine moderne et la pharmacie de rue ou de « vélo » (Figure 8).

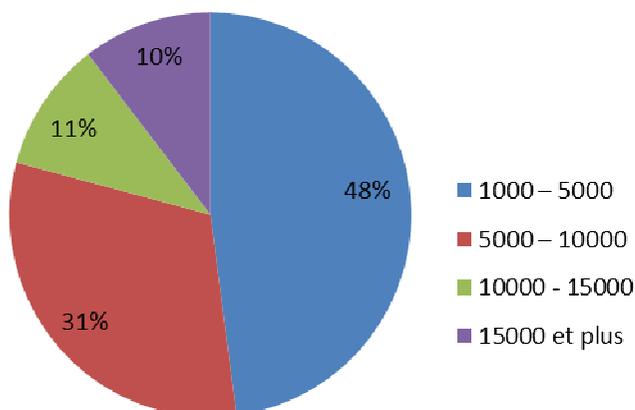


Source : enquêtes de terrain, août 2019

Figure 8. Taux de recours des ménages aux soins de santé disponibles

Les résultats des enquêtes montrent que les familles se tournent largement vers les formations sanitaires publiques (44%) pour recevoir leurs soins de santé ; ceci suppose qu'elles acceptent au préalable des examens qui leur sont prescrits par le personnel soignant, même si la pharmacie de rue ou de « vélo » et la médecine traditionnelle font encore leur preuve dans la communauté.

Les dépenses effectuées à chaque épisode de soins varient selon les ménages, la maladie et le type de soins sollicité par le ménage (figure 8).



Source : Enquêtes auprès des ménages, août, 2019

Figure 9. Dépenses minima effectuées par épisode de maladie dans les ménages

On se rend très vite compte que 10% de ménages effectuent les soins de santé pour les coûts qui peuvent dépasser 15000FCFA par épisode de maladie. De façon générale, pour la majorité des ménages (48%), les coûts des soins oscillent entre 1000 et 5000FCFA par épisode de maladie. Ce qui de loin ne peut arranger la situation des familles qui éprouvent déjà d'énormes difficultés à joindre les deux bouts.

2.4. Discussion

La présente étude a permis de relever l'implication socioéconomique du commerce informel de l'eau dans la ville de Maroua. Il en ressort que la défaillance de la CAMWATER est à l'origine de la prolifération des autres sources d'approvisionnement en eau dans la ville, parmi lesquelles la vente ambulante d'eau. Cette faible couverture urbaine en réseau hydraulique qui n'est que de 40%, est confirmée par d'autres auteurs (Kouam Kenmogne, Mpakam, Ayonghé Ndonwy, Djomoudou Bopda, Ekodeck, 2005 ; Kongou, 2008). La prolifération de la vente d'eau expose la population urbaine à plusieurs maladies hydriques. Ainsi, une catégorisation

sociodémographique précise des vendeurs et l'organisation de la vente d'eau dans la ville de Maroua ont été faites. Cependant, cette démarche ne correspond pas à celle adoptée dans l'étude sur l'approvisionnement d'eau réalisée à Ngaoundéré où l'activité est plutôt très limitée à une période de l'année (Tchotsoua, Ndame, Wakponou et Bonvallot, 1999). Les deux localités ne partageant pratiquement pas les mêmes réalités climatiques, encore moins socio démographiques. Enfin, la combinaison de l'économie et des questions de santé dans cette étude, lui donne un caractère spécifiquement pertinent et pratique qui recommande que les projets fiables soient mis en œuvre pour pallier les difficultés d'accès à l'eau potable dans la ville de Maroua. Par exemple, il est utile de renforcer les capacités techniques, humaines et financières de la CAMWATER pour lui permettre d'assurer la couverture spatiale de l'hydraulique urbaine tout en envisageant une baisse des tarifs de branchement. Cela facilitera l'accès d'une grande partie de la population à l'eau potable. Les efforts doivent aussi être multipliés du côté des Communes pour augmenter le nombre de bornes fontaines publics à accès libre ou à faible coûts dans les quartiers.

Conclusion

La faible couverture spatiale de la ville de Maroua en eau potable (40%), résulte autant de l'incapacité technique et infrastructurelle de la CAMWATER que du niveau de vie assez précaire de la population elle-même dans une ville qui fait face, depuis une décennie, à une croissance démographique sans précédent à partir de la création de l'Université en 2008. Dans une région où la rudesse du climat ne favorise pas l'écoulement superficiel, encore moins la rétention de la nappe phréatique pour le forage des puits, cette situation oblige la population à se ruer vers le commerce informel de l'eau qui prolifère dans toute la ville de Maroua. Ce commerce devient ainsi, le moyen de ravitaillement en eau le plus accessible pour les ménages. Certes, c'est une activité lucrative qui procure aux vendeurs les moyens de survie au quotidien et qui assouplit la peine d'environ 60% des populations

urbaines. Cependant, il n'en demeure pas moins qu'il constitue un réel danger pour la santé des populations, du fait de l'incertitude des conditions d'hygiène et de salubrité. En effet, les conditions de transport, l'état des récipients utilisés pour le transvasement de l'eau du vendeur au client, ne respectent pas toujours les normes de la propreté. Des efforts substantiels restent aussi à faire en ce qui concerne la propreté corporelle et vestimentaire des vendeurs ambulants. L'accès à l'eau potable sera de plus en plus difficile dans la ville de Maroua si aucune mesure d'anticipation n'est mise sur pied et ceci en lien avec la démographie galopante qui la caractérise.

Références Bibliographiques

Banque Mondiale. (2006). *Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau*

DJEUDA TCHAPNGA, H-B. TANAWA, E et NGNIKAM, E. (2001). *L'eau au Cameroun : Tome 1, approvisionnement en eau potable*. PUY, 359 p.

Direction de la statistique et de la Comptabilité Nationale (DSCN). (1999). *Annuaire statistique du Cameroun*. Ministère de l'Economie et des Finances. Yaoundé, Cameroun. 268 p

ELOUNDOU MESSI, P. (2018). « Modes d'approvisionnement en eau potable en milieu urbain dans la zone Soudano-Sahélienne et risques sanitaires : cas de la Commune de Maroua II à l'Extrême Nord Cameroun ». In *Cahier de l'IREA, N°17-2018, vision anthropologique et sociologique* pp149-179

HASSANA. (2010). *Gestion des forages d'eau et diagnostic-solution dans la communauté urbaine de Maroua (Cameroun)*, Mémoire pour l'obtention de Master spécialisé en génie sanitaire et environnement (GSE), Ecole Supérieure Polytechnique de l'Université de Maroua, 60p

HERISCHEN, D. RWAIDA, M.S. et BLACKBURN, R. (2002). *Répondre au défi urbain*. Population Reports. Série M, n° 16. Info Project. Maryland, USA. 23p

KOUAM KENMOGNE, G-R. MPAKAM, H.G. AYONGHE
NDONWY, S.L. DJOMOUDOU BOPDA et EKODECK, G.E. (2005).
« Gestion intégrée des ressources en eau et objectifs du millénaire
pour le développement en Afrique : Cas du Cameroun », in
*Vertigo- la revue électronique en sciences de l'environnement, volume
7 N°2 2006*, mise en ligne le 27 avril 2009

<http://vertigo.revues.org/2319> ; DOI : 10.4000/vertigo.2319

LIENOU, G. SIGHOMNOU, D. SIGHA-NKAMDJO, L. (1999). «
Impact de la sécheresse sur les ressources en eau de la cuvette du
Lac Tchad en période d'étiage : exemple des apports du fleuve
Logone ». Coll. GEOCAM n°2, Presses Univ. Yaoundé. PP 89-97

MPAKAM, H.G. KAMGANG KABEYNE, B.V. KOUAM KENMOGNE,
G R. TAMO TATIETSE et OLIVRY, J. C. (1999). *Fleuves et rivières
du Cameroun*. MESRES-ORSTOM, Paris, 733 p

TCHOTSOUA, M. NDAME, J-P. WAKPONOU, A et BONVALLOT, J.
(1999). « Maitrise et gestion des eaux à Ngaoundéré
(Cameroun) : problèmes et esquisses de solution », *Géo-Eco-Trop*,
pp 91-105